

No. 49265*

**Switzerland
and
Congo**

Convention between the Swiss Confederation and the Democratic Republic of Congo on the concerted management of illegal migration. Kinshasa, 27 January 2011

Entry into force: *24 February 2011, in accordance with article 15*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Switzerland, 6 January 2012*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Suisse
et
Congo**

Convention entre la Confédération suisse et la République démocratique du Congo sur la gestion concertée des migrations irrégulières. Kinshasa, 27 janvier 2011

Entrée en vigueur : *24 février 2011, conformément à l'article 15*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Suisse, 6 janvier 2012*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

**CONVENTION ENTRE LA CONFEDERATION SUISSE ET LA REPUBLIQUE
DEMOCRATIQUE DU CONGO SUR LA GESTION CONCERTEE DES MIGRATIONS
IRREGULIERES**

Le Département fédéral de Justice et Police de la Confédération suisse,
d'une part,

et

Le Ministère des Affaires Etrangères de la République Démocratique du
Congo, d'autre part,

ci-après dénommés « Parties »,

Désireux de renforcer les liens traditionnels d'amitié et de coopération
unissant les deux pays;

Soucieux de parvenir à une coopération durable fondée sur la promotion et
la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

Respectueux de la Charte des Nations Unies de 1945 et de la Déclaration
Universelle des Droits de l'Homme de 1948;

Respectueux également des conventions internationales sur les droits de
l'homme;

Considérant la nécessité d'une coopération en matière de gestion des retours;

Reconnaissant l'effectivité et l'utilité des dispositions et des mesures prises sur
la base de la Convention entre la République Démocratique du Congo et la
Confédération Suisse sur la gestion concertée des migrations irrégulières du
23.02.2008 qui prend fin le 23.02.2011;

Réaffirmant l'intérêt des deux pays à poursuivre le développement de leur
coopération en matière de gestion concertée des migrations irrégulières et
d'envisager la conclusion d'un traité bilatéral en la matière;

Ont convenu de ce qui suit :

Article 1

Sans préjudice de leurs engagements internationaux, les Parties conviennent de poursuivre et d'approfondir leur étroite coopération en matière de gestion concertée des retours des ressortissants congolais en séjour irrégulier sur le territoire suisse.

Les engagements internationaux des Parties se réfèrent notamment aux traités suivants :

- 1) la Convention relative au statut des réfugiés (1951), complétée par le Protocole de 1967;
- 2) la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965);
- 3) le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et son Protocole facultatif (1966);
- 4) la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984).

Article 2

Toutes les actions de coopération auxquelles se réfère la présente Convention seront réalisées par le biais du Département fédéral de Justice et de Police pour la Partie suisse et du Ministère des Affaires Etrangères pour la Partie congolaise.

Cette coopération se traduira notamment par l'échange d'informations et d'expertise en matière de gestion des flux migratoires.

Sur le plan opérationnel, ces actions seront mises en œuvre par l'Office fédéral des Migrations (ODM) et la Direction Générale de Migration (DGM).

Article 3

La Partie suisse s'engage à œuvrer au renforcement des capacités de la Partie congolaise dans la gestion des migrations irrégulières, notamment dans les domaines de la formation et de la logistique.

Article 4

La Partie congolaise s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour un contrôle efficace des points de départ des personnes, particulièrement dans ses aéroports et ports internationaux.

Article 5

Lorsqu'une personne est tenue de quitter la Suisse, priorité est donnée à son retour volontaire. Il lui est possible de préparer et d'organiser son retour de

manière autonome. Le soutien des autorités suisses, sous forme de conseil, d'organisation et de financement, lui est accordé conformément à la législation suisse en vigueur.

Toutefois, aucune personne n'est rapatriée en République Démocratique du Congo démunie de tout moyen.

Article 6

Lorsqu'une personne à rapatrier est identifiée comme étant un ressortissant congolais, les autorités congolaises compétentes doivent prendre toutes les dispositions utiles pour lui délivrer les documents de voyage pour son retour.

Article 7

Afin de déterminer la nationalité des personnes à reconduire, les Parties conviennent qu'une délégation congolaise mixte composée d'experts du Ministère des Affaires Etrangères et de la DGM se rende de manière régulière en Suisse.

Ce déplacement se fera sur invitation de l'ODM et les coûts de voyage et de séjour seront à sa charge.

Article 8

Les Parties conviennent que dans la mesure du possible, le retour se fasse d'une manière non contraignante. Toutefois, en cas d'opposition de la personne, les mesures suivantes pourront être prises:

- organisation d'un vol spécial;
- accompagnement par des policiers jusqu'à la porte de l'avion ou jusqu'en République Démocratique du Congo.

Article 9

Dans le cas d'un accompagnement policier suisse jusqu'en République Démocratique du Congo, la Partie congolaise s'engage à assurer la sécurité des agents d'escorte jusqu'à leur départ de la République Démocratique du Congo.

Article 10

La Partie suisse devra informer dans un délai raisonnable la Partie congolaise de la date et des données de tout vol accompagné, régulier ou spécial.

Article 11

S'il apparaît qu'à son retour en République Démocratique du Congo la personne éloignée ne possède pas la nationalité congolaise, la Partie suisse s'engage à la réadmettre immédiatement et sans formalités.

Article 12

Les données personnelles nécessaires pour l'exécution de la présente Convention sont traitées et protégées conformément aux législations sur la protection des données en vigueur en République Démocratique du Congo et en Suisse.

Article 13

La présente Convention est conclue pour une période de trois ans et peut être reconduite pour une durée déterminée convenue entre Parties. Elle peut être suspendue ou dénoncée par une des Parties, moyennant une notification qui prend effet immédiatement après sa réception par l'autre Partie en cas de suspension et trente (30) jours après sa réception par l'autre Partie en cas de dénonciation.

Article 14

Tout différend portant sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention est réglé par le biais de négociations entre Parties.

Article 15

La présente Convention entrera en vigueur le 24 février 2011. Elle est établie en deux exemplaires originaux en langue française.

Fait à Kinshasa, le

27.01.2011

Pour la Confédération suisse




Linus VON CASTELMAUR
Ambassadeur de Suisse en République
Démocratique du Congo

Pour la République Démocratique
du Congo

Pour le Ministre des Affaires Etrangères en
mission


Ignace GATA MAVITA WA LUFUTA
Vice-Ministre des Affaires Etrangères

[TRANSLATION – TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE
DEMOCRATICREPUBLIC OF CONGO ON THE CONCERTED
MANAGEMENT OF ILLEGAL MIGRATION

The Federal Department of Justice and Police of the Swiss Confederation, on the one hand, and the Ministry of Foreign Affairs of the Democratic Republic of Congo, on the other hand, hereinafter referred to as “the Parties”,

Desiring to strengthen the traditional ties of friendship and cooperation uniting the two countries,

Seeking to achieve long-term cooperation based on the promotion and protection of human rights and basic liberties,

Respecting the Charter of the United Nations of 1945 and the Universal Declaration of Human Rights of 1948,

Respecting also international conventions on human rights,

Considering the need for cooperation in return management,

Recognizing the effectiveness and usefulness of the arrangements and measures undertaken on the basis of the Convention between the Democratic Republic of Congo and the Swiss Confederation on the concerted management of illegal migration of 23 February 2008, which expires on 23 February 2011,

Reaffirming the interest of the two countries in continuing the development of their cooperation in the concerted management of illegal migration and with a view to the conclusion of a relevant bilateral treaty,

Have agreed as follows:

Article 1

Without prejudice to their international commitments, the Parties agree to continue and deepen their close cooperation in the concerted management of the return of Congolese nationals illegally residing in Swiss territory.

The international commitments of the Parties refer in particular to the following treaties:

1) The Convention relating to the Status of Refugees (1951), as supplemented by the Protocol of 1967;

2) The International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (1965);

3) The International Covenant on Civil and Political Rights and its Optional Protocol (1966);

4) The Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (1984).

Article 2

Any cooperation activities to which this Convention refers shall be carried out through the Federal Department of Justice and Police on the Swiss side and the Ministry of Foreign Affairs on the Congolese side.

This cooperation shall be primarily in the form of the exchange of information and expertise with regard to the management of migratory flows.

At the operational level, these actions shall be implemented by the Federal Office for Migration (FOM) and the General Directorate of Migration (GDM).

Article 3

The Swiss side expresses its commitment to work on capacity-building with the Congolese side in the management of illegal migration, particularly in the areas of training and logistics.

Article 4

The Congolese side expresses its commitment to take all necessary measures to ensure effective control at departure points, in particular at its airports and international ports.

Article 5

When a person is required to leave Switzerland, priority shall be given to his voluntary return. A person shall be allowed to prepare and arrange for his return independently. Support from the Swiss authorities, in the form of advice, organization and funding, shall be provided to him in accordance with the Swiss laws in force.

However, no person shall be repatriated to the Democratic Republic of Congo lacking any means whatsoever.

Article 6

When a person to be repatriated is identified as a Congolese national, the competent Congolese authorities shall take all the necessary measures to provide him with the travel documents for his return.

Article 7

With the aim of determining the nationality of persons to be repatriated, the Parties agree that a joint Congolese delegation composed of experts from the Ministry of Foreign Affairs and the GDM shall visit Switzerland on a regular basis.

These visits shall be made at the invitation of the FOM and the travel and accommodation expenses shall be borne by the FOM.

Article 8

The Parties agree that as far as possible, the return shall be effected on a voluntary basis. In the event that a person objects, however, the following measures may be taken:

- ORGANIZATION of a special flight;
- Police escort to the aircraft door or to the Democratic Republic of Congo.

Article 9

In the event that the Swiss police provide an escort to the Democratic Republic of Congo, the Congolese side undertakes to ensure the security of the escort agents up until their departure from the Democratic Republic of Congo.

Article 10

The Swiss side shall inform the Congolese side without undue delay of the date of and relevant data concerning any escorted, regular or special flight.

Article 11

If it becomes evident upon the return of a deported person to the Democratic Republic of Congo that he does not have Congolese citizenship, the Swiss side expresses its commitment to readmit said person immediately and without formalities.

Article 12

The personal data necessary for the implementation of this Convention shall be handled and protected in accordance with the laws on the protection of data in force in the Democratic Republic of Congo and Switzerland.

Article 13

This Convention has been concluded for a period of three years and may be renewed for a definite period agreed by the Parties.

It may be suspended or denounced by one of the Parties by providing notification that shall take effect immediately after its receipt by the other Party in the case of suspension and thirty (30) days after its receipt by the other Party in the case of denunciation.

Article 14

Any dispute related to the interpretation or implementation of this Convention shall be settled through negotiations between the Parties.

Article 15

This Convention shall enter into force on 24 February 2011.
It has been done in two original copies in the French language.
DONE at Kinshasa on 27 January 2011.

For the Swiss Confederation:
LINUS VON CASTELMUR
Ambassador of Switzerland to the Democratic Republic of Congo

For the Democratic Republic of Congo:

For the Minister of Foreign Affairs on mission
IGNACE GATA MAVITA WA LUFUTA
Deputy Minister of Foreign Affairs